

Nombre de
membres
En exercice : 10
Présents : 7
Pouvoir : 2
Votants : 9

434

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 4 DECEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le quatre décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de Méhers, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire au lieu habituel, sous la présidence de Monsieur François CHARBONNIER, Maire
Date de convocation : 15 novembre 2019

PRÉSENTS : CHARBONNIER François, BERDON Christelle, DELVACQUE Alain, BAPTISTE Fabrice, CRECHE Didier, MARCHETTO Joscelyne, FICHTE M. Pierre,

Absent (s) excusé (s) : REGNIER Alexandra FRANQUELIN J. Philippe GARNIER François

Absent (s) non excusé (s) :

Pouvoir (s) : Mme REGNIER donne pouvoir à M CHARBONNIER M FRANQUELIN donne pouvoir à M CRECHE

Secrétaire de séance : Mme BERDON Christelle

195- ABROGATION DE LA CARTE COMMUNALE DE MEHERS

En 2015, les Communautés de Communes du Cher à la Loire et du Val de Cher-Controis ont prescrit l'élaboration de leur Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Communautaire a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire lors de la séance communautaire du 22 février 2019 et le 28 février celui de l'ex-Val de Cher-Controis.

Il convient donc désormais au Conseil de délibérer sur l'abrogation des cartes communales comprises dans ces périmètres.

Les cartes communales abrogées sont celles des Communes de Chateaufieux, Choussy, Couddes, Feings, Gy-en-Sologne, Lassay-sur-Croisnes, Mareuil-sur-Cher, Méhers, Oisly, Pouillé, Rougeou, Sassay, Saint-Julien-de-Chédon, Saint-Romain-sur-Cher et Vallières-les-Grandes.

L'abrogation des cartes communales fera l'objet d'une enquête publique unique avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis.

- Vu la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,
- Vu la Loi Urbanisme et Habitat n°2003-599 du 2 juillet 2003,
- Vu la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010,
- Vu la Loi pour l'Accès au Logement et un urbanisme renouvelé n°2014-366 du 24 mars 2014,
- Vu le Code de l'Urbanisme notamment les articles L153-19, L163-5 et R153-8,
- Vu la délibération de la Commune de Sassay du 5 juin 2002 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Saint-Julien-en-Chédon du 5 juin 2002 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Lassay-sur-Croisne du 7 octobre 2003 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Pouillé du 2 décembre 2003 approuvant la carte communale,

- Vu la délibération de la Commune de Mareuil-sur-Cher du 21 janvier 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Gy-en-Sologne du 10 mai 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Rougeou du 2 juin 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Oisly du 1 juillet 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Vallières-les-Grandes du 8 novembre 2005 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Méhers du 27 novembre 2007 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Feings du 21 novembre 2008 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Choussy du 30 janvier 2012 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Saint-Romain-sur-Cher du 2 juillet 2012 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Couddes du 19 juin 2012 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération de la Commune de Chateaufvieux du 29 janvier 2015 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération du Conseil communautaire du Cher à la Loire, alors compétent, en date du 9 février 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Vu la délibération du Conseil communautaire du Val de Cher-Controis, alors compétent, en date du 30 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Vu l'Arrêté préfectoral n°41-2016-12-19-004 du 19 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes Val de Cher-Controis et Cher à la Loire en application de la Loi NOTRe,
- Vu la délibération du Conseil communautaire du 26 juin 2017 approuvant les statuts communautaires applicables au 1er janvier 2018,
- Vu le débat qui a eu lieu le 5 mai 2017 au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),
- Vu la délibération n°16O17-6 du 16 octobre 2017 de la Communauté de Communes validant la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme pour tendre vers un urbanisme de projet,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°25F19-6 du 25 février 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°28O19-16 du 28 octobre 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher Controis,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **Décide** de lancer la procédure d'abrogation de la carte communale
- **Dit** que l'Abrogation des cartes communales du territoire de la Communauté de Communes Val de Cher-Controis fera l'objet d'une enquête publique unique.
- **Rappelle** que l'abrogation des cartes communales sera effective lorsque les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux seront opposables.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE LES JOUR MOIS ET ANS SUSDITS.

Le Maire, **CHARBONNIER F.**

Transmis en préfecture le 10 décembre 2019

Certifié exécutoire le 10 décembre 2019

